

russe ont été tuées à Grozny, meurtre suivi de l'assassinat de quatre autres personnes peu après; et l'explosion d'une mine terrestre jugée délibérée a tué cinq garçons dans un village tchéchène. On signale aussi un peu partout des prises d'otages et des exécutions sommaires de « collaborateurs ».

À la suite du meurtre des travailleurs du CICR, tout le personnel international du CICR a été évacué de Tchétchénie. Toutes les autres organisations d'aide internationale, y compris le Programme alimentaire mondial, ont aussitôt suspendu leurs opérations et ne prévoient pas retourner sur le terrain jusqu'à ce que l'on fasse un bilan de la situation après les élections du 27 janvier.

La situation actuelle des droits de la personne en Tchétchénie est instable et fragile. Les nombreuses ONG vouées à la défense des droits humains, notamment la Fédération internationale Helsinki pour les droits de l'homme, qui ont entrepris une mission d'enquête en Tchétchénie et à Moscou en octobre 1996, préviennent qu'il y a une dangereuse absence d'institutions de gestion publique responsables en Tchétchénie. Il existe des preuves d'activités criminelles aux mains de gangs et d'individus qui échappent à la loi, et les autorités tchéchènes ont déclaré qu'il ne leur était pas possible de mener des enquêtes professionnelles dans le nombreux cas de meurtres présumés. Jusqu'à ce que le ministère de l'Intérieur reprenne son mandat, la Kommandantura mixte russo-tchéchène, établie en vertu des accords de paix, a dû rendre compte des cas de troubles, de pillage et d'agressions et a été mise en cause pour avoir infligé des châtements spontanés, généralement des coups portés contre un suspect relâché par la suite.

À la fin août, les dirigeants tchéchènes ont introduit un nouveau code criminel de la république tchéchène d'Ichkeria, fondé sur le code criminel de la Fédération de Russie et renfermant plusieurs articles s'inspirant de la loi islamique. Ce nouveau code criminel a été abandonné durant la période de la Kommandantura mixte, mais il pourrait être rétabli en 1997. Il n'existe en Tchétchénie aucun organisme judiciaire ou organisme d'application de la loi qui fonctionne, et le code tchéchène semble être mis en vigueur au moyen des structures informelles et traditionnelles de l'ordre public qui caractérisent les villages tchéchènes. Cet état de fait force à s'interroger quant aux questions de règle de droit, surtout l'impartialité des procès, la procédure judiciaire équitable, la protection contre la torture, les mauvais traitements et autres châtements humiliants.

Actuellement, plus de 1 400 soldats tchéchènes et 1 900 soldats russes manquent toujours à l'appel; les fosses communes contiennent des corps non identifiés, et des civils retiennent en otage des soldats de la fédération dans le but d'échanger des prisonniers alors que les accords de Khasavyurt prévoyaient un échange de tous les prisonniers des deux camps. De nombreuses organisations des droits de la personne, appuyées par la Commission des droits de l'homme dans le rapport du président, ont exhorté le procureur russe à faire une enquête approfondie sur tous les rapports de délits commis par du personnel militaire dans la zone tchéchène en guerre et ont recommandé que les personnes concernées soient tenues responsables des crimes commis contre des civils, sans quoi le processus de paix sera compromis.

À la 52e Commission sur les droits de l'homme, on a adopté une déclaration du président consensuelle sur les violations des droits de la personne et de la loi humanitaire en Tchétchénie.